

1,5 € - N°36 25 avril 2013

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

**Crise  
politique  
et  
austérité de  
gauche...**



**Tous ensemble dans la rue  
le 1<sup>er</sup> et le 5 mai !**

**Salaires à reculons : ras-le-bol !**

**Interviews :**

**Samar : libérons Georges Ibrahim Abdallah**

**Brigitte Lopez : soutien aux enfants roms**



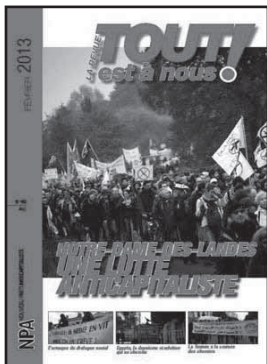
# Lisez la presse anticapitaliste

**Abonnez-vous**

## L'HEBDO



## LE MENSUEL



## à **TOUT EST A NOUS !**

Le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

**Abonnez-vous, abonnez vos amis !**

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org). Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

### Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo <i>Tout est à nous</i>	28 €	56 €
<i>Tout est à nous</i> et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

## SOMMAIRE

<b>Edito</b>	<b>p.3</b>
<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	<b>p.4-7</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emploi, licenciements : stopper la machine infernale...</li> <li>• Contre l'ANI : manif. du 9 avril, débat à l'UL CGT Presqu'île</li> <li>• Débat sur la dette à Bordeaux</li> <li>• Salaires à reculons, ras-le-bol !</li> <li>• Echos d'entreprises</li> </ul>	
<b>Leur société</b>	<b>p.8-9</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une expulsion ordinaire ?</li> <li>• Juppé, Feltesse, Delaunay, interview (presque) imaginaire...</li> <li>• Démasquons-les</li> </ul>	
<b>EluEs NPA</b>	<b>p.10-11</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cenon : Budget de rigueur et double peine</li> <li>• Pessac : Le bilan très libéral de la majorité municipale</li> <li>• Lormont : Pour une vraie réforme des rythmes scolaires, avec les enseignants !</li> </ul>	
<b>A Utopia, avec Les Conti</b>	<b>p.11</b>
<b>Soutien aux enfants roms</b>	<b>p.12-13</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interview de Brigitte Lopez</li> </ul>	
<b>Rencontre-débat</b>	<b>p.13</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• A Talence, autour du livre Hugo Chavez et la révolution bolivarienne</li> </ul>	
<b>Leur justice</b>	<b>p.14-15</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Georges Ibrahim Abdallah reste en prison, interview de Samar</li> </ul>	
<b>A voir</b>	<b>p.15-16</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Bridging the Gat - Jeter le pont</i>, une exposition de Diebédo Francis Kébé, architecte</li> <li>• <i>Free Angela</i></li> </ul>	

**Abonnez-vous**

## ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

## à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## Les réacs se déchainent...

# Construisons une opposition de gauche

Aggressions contre des homosexuels, déferlante de propos moyenâgeux, manifs qui se « radicalisent », jeux de mains à l'Assemblée... les « anti mariage pour tous » ont lancé une machine infernale qui dépasse ce qu'espérait la droite. Les mouvances populistes, intégristes, nationalistes, se rassemblent pour « *sauver la famille et la nation* »... avec l'homophobie comme catalyseur misérable des bas-fonds réactionnaires de cette société.

Tout ce petit monde s'engouffre dans la crise politique, face à ce gouvernement discrédité, tant par sa politique que par ses mensonges. Droite et extrême droite en re-composition occupent à tout prix le terrain, pour incarner l'opposition à Hollande, alors qu'eux-mêmes n'ont aucune réponse à apporter à la crise, et qu'ils sont aussi discrédités par la politique qu'ils ont menée, les ennuis judiciaires de Sarkozy, les affaires de fric des Le Pen.

Hollande et Ayrault espèrent détourner l'attention avec leur déballage ridicule des patrimoines. Diversion qui, malgré eux, ne fait que rappeler que depuis un an, leur politique a servi systématiquement les intérêts des plus riches. Et c'est bien cela qui faisait l'accord entre Hollande et Cahuzac : une détermination commune à faire croire que l'austérité était inéluctable, le recul supplémentaire des retraites, la précarité dans les services publics, le serrage de ceinture pour tous les budgets sociaux....

Leur principal mensonge est là, c'est la dissimulation des milliards d'euros qui pourraient satisfaire les besoins sociaux : les 60 à 80 milliards de fraude fiscale et

les dizaines de milliards de profits des multinationales. Bien plus que le budget de l'éducation, bien plus que la charge annuelle du remboursement de la dette, bien plus que les prétendus « trous » des caisses sociales.

Alors, comment faire pour que ce soit le camp des travailleurs, des jeunes, celui des victimes de la crise qui occupe la rue et pas les réacs ?

La stupeur devant la politique de Hollande et Ayrault, qui a pu paralyser, un temps, les classes populaires, se transforme en colère. Il s'agit bien aujourd'hui de fédérer tous ceux qui veulent porter les exigences populaires sans craindre d'être la véritable opposition à ce gouvernement.

Construire ce regroupement commence par engager le débat sur une nécessaire opposition de gauche à ce pouvoir, pour ne pas laisser le terrain aux réacs, aux ennemis du monde du travail. Il s'agit de faire entendre les mesures sociales et politiques urgentes : l'interdiction des licenciements et l'embauche massive dans les services publics, le partage du travail entre tous, l'annulation de la dette, une autre répartition des richesses, un Etat « bon marché », et une démocratie réellement transparente, c'est-à-dire sous

le contrôle de la population. Un programme qui va bien au delà d'une prétendue moralisation des institutions... ou d'un changement de numéro de la république.

L'instabilité sociale et politique grandit. Il s'agit d'y intervenir, c'est ce que nous vous invitons à faire entendre avec nous dans les manifestations des 1<sup>er</sup> et 5 mai.



Pour nous contacter :  
[anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org)

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)



# Nos vies, pas leurs profits

**Emploi, licenciements :**

## Quoi faire pour stopper une série noire qui continue ?

C'est confirmé, il n'y a pas de repreneur et c'est la liquidation chez Petroplus en Normandie (500 emplois). Pas de repreneur viable chez Virgin qui pourrait fermer tous ses magasins (1000 emplois) dont celui de Bordeaux. Confirmation chez Arcelor, les Haut-fourneaux ne redémarreront pas. Dans tous les cas, la longue résistance des salariés a permis de repousser l'issue, d'obliger Etat et pouvoirs publics à agir. Cela n'a pas suffi car il n'y a pas un seul exemple aujourd'hui où l'usine soit sauvée.

Sur la région, même si c'est à une autre échelle, le fond du problème est le même. A l'heure actuelle, les usines Labso Chimie (Blanquefort) et Mondi (St Jean d'Illac) sont programmées à la fermeture pour 2013. Et nous venons d'apprendre que Mod'8, fabrication de chaussures à Blanquefort (près de 70 salariés) est aussi condamnée

à la disparition. Dans tous ces cas, les salariés (moins de 100) sont désarmés, impuissants et dans le contexte général, ils ne trouvent pas la force de riposter pour la défense de leurs emplois.

Tout se passe quasiment dans l'anonymat. Il y a l'an-



nonce et puis c'est tout. Un peu comme si la population était habituée à ce genre de mauvaises nouvelles et résignée. Les pouvoirs publics, les élus locaux protestent, font des réunions, des tables rondes... et puis on passe à autre chose. Du côté des structures syndicales, c'est malheureusement le même sentiment d'impuissance, la même résignation.

En fait, on se retrouve dans l'incapacité à réagir, à trouver les solutions pour changer la donne. Il manque cruellement de liens entre les salariés des différentes entreprises, il manque cette habitude de coordonner, d'échanger sur les expériences de chacun, entre salariés directement concernés mais aussi entre salariés et population. La convergence des luttes c'est la solution pour stopper les licenciements et les fermetures d'usines mais on voit bien qu'il manque des conditions importantes. D'abord, il manque la conviction que la bataille contre les licenciements est complètement légitime. Ensuite, nous avons besoin de construire des liens humains, de solidarité, des liens militants syndicaux, associatifs ou politiques. Cela nous aiderait à retrouver la confiance dans nos forces et des perspectives positives. Ça manque et ça urge. Car pendant ce temps, les mauvaises nouvelles se succèdent et nous vivons de plein fouet l'aggravation de la situation sociale.

### Les salariés de Virgin Bordeaux jetés

Début avril, a été confirmé qu'il n'y aura pas de repreneur pour le magasin Virgin de Bordeaux : 33 salariés seront licenciés. A l'ouverture, en 1989, ils étaient 250.

Butler Capital Partners, fonds capitaliste propriétaire de Virgin depuis 2008, s'est spécialisé dans le rachat d'entreprises fragilisées, dont elle sait tirer profit. Son principal propriétaire est riche à millions... mais qu'importe, en toute légalité, il gardera toute sa fortune. Il y aura des fermetures de plus, des dizaines de chômeurs de plus. Les causes sont connues : la logique de faire du fric rapidement et la crise générale de l'économie qui fait chuter la consommation.

Dans le commerce aussi, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous sont à l'ordre du jour.

*Philippe*

# Nos vies, pas leurs profits

## Manifestation contre l'ANI du 9 avril : un rendez-vous militant

Personne ne s'attendait aux grandes foules vu le contexte et le peu de perspectives données par les syndicats, mais nous étions quand même entre 2000 et 3000 à l'appel de CGT, SUD, FO et FSU le 9 avril dernier. Le cortège, parti de la Préfecture vers le Grand Théâtre avait une certaine pêche, pas seulement due au soleil printanier. D'un bout à l'autre, malgré la réalité du rapport de forces, il y avait l'envie de faire entendre l'opposition du monde du travail à la politique d'austérité et de remise en cause des droits des salariés par le gouvernement. Celui-là même qui joue l'opération « nettoyage de printemps » et voudrait faire croire qu'il existe une finance, des profits et donc une exploitation « propres »...

Et ce qui donnait un bon coup de jeune à la manif, c'est la présence de près de 150 étudiants de l'institut de formation des travailleurs sociaux (IRFTS) venus manifester pour la reconnaissance de leur diplôme et donc leur futur salaire. Un de leurs slogans « *Travailleurs en colère, Etudiants solidaires* » donnait le

ton. Une présence joyeuse et colorée qui a continué à se faire entendre à la fin de la manif sur les marches du Grand Théâtre, sous le regard solidaire et réjoui du cortège qui s'écoulaient alors que les discussions allaient bon train parmi les militants.

Isabelle Ufferte



## Contre l'ANI : Débat à l'Union Locale CGT de la Presqu'île

Le 27 mars, les militants de l'UL CGT de Bassens et de la Rive droite ont organisé une soirée de dénonciation de cet accord de démantèlement du Code du travail. Cela a été l'occasion de rassembler environ 200 militants syndicalistes du secteur et d'engager un débat avec Gérard Filoche.

Les camarades de la CGT avaient invité l'ensemble des partis et syndicats de la zone, pour avoir un large débat avec la salle. Conchita Lacuey, députée PS de la 4ème circonscription, a répondu en leur envoyant une lettre de défense de l'ANI. Le NPA a été le seul à répondre à la sollicitation de prise de parole, pour dénoncer l'ANI comme l'a fait Gérard Filoche, mais aussi pour rappeler que cet accord avait été fait et défendu par le PS, et qu'il nous faudrait construire ensemble un rapport de forces contre ce gouvernement de l'austérité. Cette austérité, dans la droite lignée des accords compétitivité-emploi, de la droite d'or du TSCG et de toutes les mesures d'aus-

térité imposées aujourd'hui par la gauche, qui se traduit aussi localement par la baisse des dotations des communes et leurs conséquences sur les salariés et les services publics.

De la salle, la camarade responsable de l'UL et employée municipale, a dénoncé la lettre de Lacuey et, sans vouloir offusquer Filoche qui est au PS, lui a rappelé combien les collectivités de gauche, dont celles de la Rive droite, pratiquent l'austérité contre leurs agents, en s'interrogeant sur comment convaincre les salariés du public de rejeter l'ANI qui leur apparaissait comme une attaque uniquement contre le privé.

Un militant du Parti communiste, tout en étant opposé à l'ANI, disait qu'il ne fallait pas être dans l'opposition mais dans la proposition... propos qui n'ont pas eu l'air de faire l'unanimité des militants proches du PC qui en ont assez de ces atermoiements !

M. C.

# Nos vies, pas leurs profits

## Un débat sur la dette à Bordeaux

Le 9 avril, le CAC 33 organisait une réunion publique avec un ordre du jour plutôt chargé. Michel Husson a introduit sur le parasitisme de la finance et la crise actuelle en concluant sur la nécessité d'un « *changement des rapports de propriété* ».

Sur les collectivités locales, Jean-Jacques Paris (PCF) a fait une présentation plutôt « idyllique » du fonctionnement du Conseil général, expliquant que l'endettement était faible et que le risque principal de l'endettement de l'Etat, est la répercussion en terme d'économies sur les moyens des collectivités locales. Comme si celles-ci étaient séparées de l'Etat ? Lors du débat, des élues du NPA ont rappelé les emprunts toxiques à Lormont ou les affaires en cours du gouvernement. Elles ont défendu le nécessaire contrôle des banques et de l'économie par la population.

La discussion sur les « grands projets inutiles » a permis d'aborder les Partenariats Publics Privés, en particulier celui du Grand Stade. Matthieu Rouveyre, élu PS à Bordeaux et opposant à ce PPP porté par Juppé, a dénoncé cette bonne opération pour Fayat et Vinci qui se fera au prix d'un endettement de la ville... Sauf qu'une semaine plus tard, Rousset et Cartron (Vice-présidente de la CUB représentant Feltesse) apportaient leur soutien à ce projet lors de la cérémonie de la première pierre. Par ailleurs, le Conseil général a fait aussi un PPP avec Vinci pour la construction des douze maisons départementale de la solidarité et de l'insertion (MDSI).

Les interventions, par des militants de terrain, sur les luttes contre la LGV, contre la déchetterie de Lapouyade, celle de la Santé en Danger dénonçant la poursuite de la politique de Sarkozy par Hollande, comme celle des syndicalistes des différents services publics attaqués pour payer cette dette illégitime, ont été les plus intéressantes. Elles montraient le lien entre les différentes attaques, au cœur de la politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault : la question de la dette, qui se traduit par une mainmise totale de la finance privée sur l'Etat.

Reste à débattre de comment s'opposer à cela, quelles mesures imposer comme celle de l'annulation de la dette ou de la mise en place d'un monopole bancaire. Plus que jamais, les scandales des paradis fiscaux, qui représentent plus que le PIB des Etats-Unis et du Japon réunis, ou de l'affaire Cahuzac rendent ce débat incontournable au sein du mouvement social.

Laurent Delage



Extraits du **Bulletin Rouge**

diffusé à la

**Scaso de Cestas  
(entrepôts Leclerc)**

## Négociations annuelles obligatoires : quand le ridicule ne tue pas

Ca y est, c'est terminé depuis le 21 mars dernier et le moins que l'on puisse dire c'est que l'on est loin du compte. 1,75% d'augmentation générale pour les niveaux 2 et 3 (soit 20 € net), 1,5 % pour les niveaux 4, 5 et 6 et 1,25 % pour les niveaux 7. Une augmentation « en escalier » pour faire croire qu'ils ont fait « un geste » pour les plus bas niveaux. La crise a bon dos, car ce sont des miettes qu'ils nous jettent, alors que bizarrement, ils sont capables de trouver 32 millions d'euros pour construire de nouveaux entrepôts...

On ne fait pas l'aumône !!! L'urgence aujourd'hui, c'est d'augmenter nos salaires de 150 € net pour tous pour pouvoir commencer à vivre dignement du fruit de notre travail. Car c'est d'une urgence qu'il s'agit, quand on voit que beaucoup d'entre nous sont obligés de prendre des acomptes sur salaire tous les mois, que le surendettement explose et que les organismes de crédit style Cetelem and Co s'en mettent plein les poches en profitant de la misère des gens.

## La direction ne digère pas que des salariés osent réclamer leur dû

Son problème depuis des années, c'est celui du temps de pause et de l'article 4-1 de l'avenant de l'accord qui stipule que le temps de pause doit être payé en sus du temps de travail et pour lequel la Scaso n'est pas en règle.

Sous l'impulsion du syndicat CGT, et après 8 ans de procédures, trois tribunaux successifs (Prud'hommes, Cour d'appel, Cour de cassation) ont tous donné raison aux salariés. Mais la direction persiste en faisant valoir un dernier recours auprès de la chambre sociale de la Cour d'appel de Toulouse !

Ce qui est insupportable aux patrons, c'est bien d'avoir à déboursier les sommes qu'ils nous doivent... mais c'est aussi la seule idée que des travailleurs puissent relever la tête et se faire respecter !



## Salaires à reculons, ras-le-bol !

Les Négociations annuelles obligatoires se tiennent en ce moment à la Monnaie. En tant qu'entreprise publique, le PDG a décidé d'être bien dans la ligne du gouvernement en annonçant... 0% d'augmentation générale et en limitant la NAO à des mesures à la marge ou individuelles.

Pourtant, des bénéfices, il y en a : 8,3 millions d'€ en 2009 ; 17,5 millions en 2010 ; 17,8 millions en 2011 ; plus de 10 millions en 2012.

Mais pas question d'augmenter les salaires, il faut « *participer à l'effort pour payer la dette de l'Etat* » nous dit-on... Reste à savoir qui fait l'effort ?

Ainsi, le dernier rapport sur la Monnaie de la cour des comptes, qu'on ne peut soupçonner de sympathie excessive pour les ouvriers, indique que de 2007 à 2011, les 10 meilleurs salaires ont progressé de 30 % pendant que les 10 plus bas salaires baissaient de 24 % ! Mieux encore, en 2011, le salaire brut moyen a augmenté de 8 % depuis le changement de statut en 2007, malgré la politique de bas salaires imposée aux nouveaux embauchés.

En fait, si du côté des ouvriers et des employés les salaires ont baissé, du côté des « *cadres de haut niveau* » comme dit le rapport, ils se sont littéralement envolés. Alors ras-le-bol d'entendre que nous sommes « trop cher », il est grand temps d'inverser la tendance !

L.D.



## Pour les NAO 2013, partage des richesses !

Sur GFT (Getrag Ford Transmissions), la dernière réunion des NAO pour le collègue ouvrier a donné une augmentation générale de 1,3 %, et 0,7 % de la masse salariale pour les mérites et promotions (ça fait pas beaucoup de promo pour cette année), puis des brouilles qui ne concernent pas tous les salariés. Nous avons vu la direction passer sur presque tous les secteurs pour nous vendre ce « *bon accord* » comme ils disent. Leur argument principal était : « *regardez ce qu'il se passe ailleurs, il n'y a pas d'augmentation supérieure* ».

C'est bien là qu'est le problème, tous les patrons refusent d'augmenter les salaires, ils mènent leur lutte des classes, aidés par le gouvernement qui n'augmente pas les fonctionnaires et refuse de mettre le SMIC à un niveau raisonnable pour pouvoir vivre décemment.

La lutte pour les salaires est un problème politique. Comment sont redistribuées les richesses créées ? Doivent-elles revenir à quelques nantis dont les milliards ne cessent d'augmenter, ou revenir à ceux qui les produisent ?

Pour inverser le choix politique du gouvernement et des patrons, il faudra donc une lutte de l'ensemble des travailleurs !

*Extrait du Maillon Décainé, diffusé sur les usines Ford de Blanquefort (GFT & FAI)*

## Salaires en baisse... profits en hausse

« *C'est la crise... On n'y peut rien... On est tous dans la même galère...* » C'est le refrain habituel des patrons et dirigeants lors des NAO.

Ah bon ! Pourtant, d'après la Commission Européenne, la part des revenus du travail dans la richesse nationale est passée de 69,9 % en 1975 à 57,8 % en 2008. Une baisse de 12,1 % en 33 ans... et une hausse d'autant de la part des capitalistes !

*Forbes*, magazine américain, nous apprend qu'en 2013, les ultra-riches (+ de 1 milliard de dollars) sont 1426, 210 de plus que l'an dernier.

On nous dira « *Ce ne sont que quelques cas isolés* ». Et non. Un récent rapport de l'INSEE révèle que, dans toutes les entreprises en France, les salaires des cadres continuent d'augmenter et ceux des ouvriers baissent. Le niveau de vie des 10 % les plus aisés a augmenté de 2,1 % entre 96 et 2010 et de 1,4 % seulement pour l'ensemble de la population. Ce qui cache, en réalité, un terrible appauvrissement de la grande masse des plus pauvres et des salariés en général.

*Brève tirée du bulletin NPA diffusé à la Monnaie de Pessac*

## Une expulsion ordinaire ?

C'est tout simplement, en une matinée à peine, qu'une famille vient d'être expulsée de son appartement. Pourquoi ? Des mois de loyers impayés. Un père au RSA (malade), une mère caissière dans un petit hyper marché, 3 grands enfants qui étudient. Le bailleur Angle Vert en a eu marre et a lancé la procédure d'expulsion sans scrupule, un peu comme une issue fatale.

Les réseaux de solidarité ont fonctionné, ce sont des démarches, des rendez-vous, des prises de renseignements. Des militants de la CNL sont intervenus, ont parlementé avec le bailleur, ont cherché à trouver une solution, à étudier le paiement d'une partie de la dette... un délai avait été obtenu « tacitement » mais c'est par surprise qu'un matin, à 9 heures, un huissier accompagné de 8 policiers sont intervenus. La famille dehors, les meubles « réquisitionnés » et embarqués. Ils ont pu garder leurs affaires personnelles laissées en tas dehors, le temps de les caser quelque part.

Et là, c'est le début d'une nouvelle aventure. L'urgence est de se loger pour le soir même. Heureusement, la solidarité de voisins, de proches, de militants associatifs permettent de limiter la casse. A chaque nuit, un logement différent pour le début. En même temps, c'est le parcours du combattant pour faire



des dossiers et obtenir d'une part un logement social sur le moyen terme et d'autre part récupérer les meubles gardés par l'huissier.

La famille évidemment mais aussi les proches qui essaient d'aider se trouvent vite démunis face à de telles situations d'urgence. C'est sans doute une histoire ordinaire de la pauvreté, de l'endettement progressif jusqu'à ne plus pouvoir s'en sortir. Des salaires trop bas, du chômage et de la précarité, de la maladie qui débouche sur de l'inaptitude, des loyers trop chers... voilà ce que vivent des millions de gens aujourd'hui.

Restent les associations, les militants syndicaux, la solidarité de l'entourage, d'anonymes... il faudra bien plus pour stopper les expulsions et imposer un logement à tous quelque soit les revenus.

*Des voisins solidaires*

## Juppé, Feltesse interview (p

**M. Juppé, vous venez de rendre public un patrimoine d'environ 2,5 millions d'euros. Vous avez autre chose à déclarer ?**

**Alain Juppé :** « Ce n'est que du voyeurisme, cela n'a aucun intérêt pour la moralisation de notre vie publique » je ne le fais pas « par vertu mais pour céder à la pression politico-médiatique ».

**C'est beau... Mais que pensez-vous des millions de travailleurs et de chômeurs qui doivent tout déclarer aux services sociaux... du voyeurisme, aussi ?**

**Alain Juppé :** Vous comparez l'incomparable.

**M. Feltesse, vous avez déclaré d'abord 700 000 euros de patrimoine, puis 5627 euros de revenus parlementaires et**

### Fric en apesanteur

Le vendredi 12 avril ne restera pas dans les annales de la recherche scientifique... mais quel frisson ! Pour à peine 6000 euros le billet, 40 gugusses en combinaison ont fait un vol de deux heures Mérignac-Mérignac... pour découvrir 15 expériences de 22 secondes d'apesanteur. Une passagère : « *Quand vous y avez goûté, vous en reprenez, c'est trop bon* ». Comme le caviar.



## Feltesse, Delaunay : (presque) imaginaire

le lendemain matin, 2512 euros comme président de la CUB. Une façon de faire parler de vous deux fois dans *Sud-Ouest* ?

**Vincent Feltesse** : Absolument.

**Pourtant, personne ne vous avait rien demandé, vous n'êtes pas ministre.**

**Vincent Feltesse** : Hélas, je sais bien. Mais comme cette crise est « *une véritable blessure républicaine* », je sens qu'il faut se préparer pour le prochain gouvernement. J'ai maintenant un temps d'avance sur mon grand ami Rousset qui n'a rien déclaré, lui.

**Mme la Ministre, vous avez déclaré 5,4 millions d'euros. Cela fait de vous une des plus riches de ce gouvernement. Comment vous sentez vous ?**

**Michèle Delaunay** : « *c'est pour moi une épreuve... c'est difficilement compréhensible de la majorité des Français qui sont dans la difficulté... l'image de la socialiste riche... Cela m'émeut de devoir transformer toute une vie en éléments financiers... je ne sais que travailler, comme mes parents... ce patrimoine est le fruit de deux carrières et des héritages de nos quatre parents... mais l'essentiel de ce que m'ont légué mes parents c'est le sens du travail et le courage... et une maison à Bordeaux dont la valeur a été multipliée par quarante...* » je n'y suis pour rien, c'est la « *folie de la bulle immobilière* ».

**Pas de chance, en effet.**

**Michèle Delaunay** : « *Je ne me suis jamais vécue comme riche, l'argent n'a jamais été un problème pour moi... Cette vie de travail, farouchement honnête, et de rigueur ne risque-t-elle pas d'être couverte d'opprobre ?... Je répondrais ce que Marc Aurèle disait à Épictète : Il y a deux moyens de connaître la valeur des choses, les avoir toutes ou n'en avoir aucune.* »

**Merci Madame la Ministre.**

*Propos en italiques authentiques,  
les autres ont été presque recueillis par François Minvielle*

*A chaque étape, les idées dominantes  
sont celles de la classe dominante - Karl Marx*

## Démasquons-les !

« *Une société de la transparence totale, c'est une société totalitaire* » a érupté Henri Guaino sur Canal +, le 9 avril 2013.

Un refrain de plus contre la « transparence », repris en chœur par une partie des représentants de la classe dominante. Ainsi, Claude Bartolone, président de l'Assemblée, qui craint, à l'instar de Guaino, que cela ne conduise à... « *un rejet de la démocratie* » ! Aveu édifiant d'une conception de la vie politique calquée sur l'univers opaque des échanges capitalistes. Car dans le monde de la concurrence généralisée et du profit, le secret est roi, et les vaches sont bien gardées (du moins ils l'espèrent).

La dernière trouvaille du gouvernement, confronté à une crise politique qui secoue tout l'échiquier, a au moins le mérite de remettre les pendules à l'heure. Dans leur démocratie (bourgeoise) si souvent vantée comme « *le moins pire des systèmes* », les professionnels de la politique chargés de garder les portes du temple capitaliste, n'auraient pas de compte à rendre. Toute tentative d'intrusion dans leurs affaires serait même porteuse des pires dérives totalitaires. On peut comprendre leurs craintes : laisser entrevoir leurs magouilles, leurs privilèges, c'est laisser voir le système dans sa pureté, sans fioriture, sans les sirènes sur l'intérêt général et les valeurs supposées fondamentales de la République.

Guaino, Bartolone et consorts n'ont pas tout à fait tort. Une société de la transparence totale n'aurait assurément rien à voir avec cette démocratie en trompe l'œil. Dans une telle société, les patrimoines des élus seraient entièrement rendus publics par des organismes indépendants et sous contrôle de la population, chaque représentant serait responsable et révocable devant les électeurs, les entreprises se verraient imposer la levée du secret commercial, etc. Ce serait finalement une société où les travailleurs commenceraient à exercer un pouvoir total sur la vie sociale et politique, où la grande majorité de la population commencerait à prendre ses affaires en main. N'est-ce pas ce que Marx avait en son temps désigné par la formule polémique de « *dictature du prolétariat* », opposée à celle des possédants ? C'est cette transparence totale sur les affaires publiques que nous exigeons, non pas par rejet de la démocratie, bien sûr, mais bien au contraire pour commencer à la faire naître au profit du plus grand nombre.

*Patrick Chaudon*

**Cenon :**

## Budget de rigueur et double peine

Le budget municipal, discuté lors du débat d'orientation du 27 mars, a été annoncé d'emblée par le Maire comme « très contraint » par l'approfondissement de la crise qui sévit en Europe et qui s'inscrit dans un contexte financier et économique sans précédent. Alors qu'il devrait être une aide à la population et répondre à la situation d'urgence créée par le chômage, la précarité et la dégradation des conditions de vie dans les quartiers populaires, le budget reste soumis aux logiques de la période sarkozyste qui restent à l'œuvre : l'austérité de gauche a succédé à l'austérité de droite.

Loin de soutenir les collectivités, le gouvernement leur serre un peu plus la vis par une baisse des dotations de 1,5 milliard d'euros en 2014 et autant en 2015, et leur impose de nouvelles charges comme la mise en place des rythmes scolaires, sans compensation financière pérenne. Les discours de campagne de Hollande sont bien loin...

Des millions de personnes vont être touchées, dont le quotidien dépend des budgets des collectivités locales

(aides sociales, école, services publics...), sans compter les salaires bloqués et les conditions de travail dégradées des salariés territoriaux.

Pour faire face aux dépenses et au remboursement de la dette, la commune a fait le choix d'une augmentation des taux d'imposition. Une double peine pour la population, après l'augmentation nationale de la TVA.

Le budget se discutait au moment de la révélation de la fraude fiscale de Cahuzac, celui-là même qui prônait l'austérité aux pauvres et blanchissait en Suisse l'argent qu'il détournait au fisc, avec la complicité des hautes sphères du pouvoir. Le PC n'a pas pu faire autrement que de constater « l'échec » du gouvernement, mais il « veut y croire, au changement ! » et, solidarité municipale oblige... a voté pour le budget.

J'ai voté contre, dénonçant un budget de rigueur qui ne répond pas à la situation d'urgence et aux besoins de la population, écartée des décisions qui la concernent.

*Christine Héraud, élue à Cenon*

**Pessac :**

## Le bilan 2012 très libéral de la majorité municipale

Le dernier Conseil municipal de Pessac avait entre autre à son ordre du jour le vote du Compte Administratif 2012.

Même s'il s'agissait de « prendre acte » de la réalisation du budget de l'année passée, nous avons voté contre afin de marquer notre opposition à un certain nombre de décisions allant à l'encontre des intérêts des populations et du service public. Une politique libérale manifestement assumée par l'ensemble de la majorité municipale PS-EELV-PCF qui a voté pour sans fausse note, comme elle avait voté le budget primitif, par delà les discours de bonne intention des uns ou des autres.

2012 aura en particulier été pour Pessac l'année de la délégation de la gestion de la cuisine centrale à l'entreprise Ansamble (groupe Elior). Nous avons été les seuls élus à tenter jusqu'au bout de nous y opposer, aux côtés des personnels qui demandaient aux élus de refuser ce choix. Nous avons été bien seuls à redire que la restauration des écoles, comme la gestion de l'eau, des transports et de l'ensemble des services publics, doit échapper à la soif de profit des multinationales qui se partagent le joli

gâteau des « délégations de service public » sur le dos des populations.

Comme nous avons été seuls à dénoncer à nouveau la subvention de 190 000 euros (193 000 pour 2013) à l'école privée catholique Jeanne d'Arc avec qui la commune entretient des « relations privilégiées », garantissant par ailleurs deux de ses emprunts. Une subvention qui n'a pas empêché l'école élémentaire du groupe de faire la Une le mois dernier : l'enquête réalisée par l'UFC-Que Choisir sur la qualité des repas dans les écoles lui attribue la plus mauvaise note d'Aquitaine ! Pas sûr donc que l'argent versé soit utilisé pour acheter des fruits et légumes frais ou de la viande de qualité aux enfants... et encore moins sûr que les nourritures spirituelles compensent ce qu'il n'y a pas dans l'assiette...

Alors que les écoles publiques manquent gravement de moyens pour prendre en charge tous les enfants sans condition ni discrimination, et alors que les inégalités sociales explosent, l'argent public doit aller à l'école publique !

*Isabelle Ufferte, élue à Pessac*

**Lormont :**

## Pour une vraie réforme des rythmes scolaires, avec les enseignants!

Au Conseil municipal du 28 mars, le Maire avait prévu un long débat sur son application de la réforme des rythmes scolaires dès la rentrée 2013 dans la commune.

Je me suis d'abord étonnée qu'il vante la création de postes au niveau national et local, après tant de fermetures de classes, et surtout sans compenser les 80 000 postes perdus dans l'Education nationale, et en prenant sur d'autres ministères !

J'ai rappelé que cette réforme s'était faite sans concertation avec les enseignants, qui ont manifesté très fort et partout leur opposition à sa mise en place. La forte participation aux grèves des enseignants et des personnels, avec plusieurs écoles fermées dans la commune le 31 janvier, l'a bien montré.

Cette réforme n'améliorera pas la qualité de vie et d'apprentissage des élèves. La durée du temps quotidien à l'école reste la même pour les élèves, et on leur rajoute une demi-journée supplémentaire. Où est l'amélioration, quand les conditions d'apprentissage restent les mêmes : les classes surchargées, la disparition des RASED, les programmes lourds et inadaptés, la quasi inexistence du remplacement ?

Les enseignants ne s'opposent pas à une remise en cause de la semaine de 4 jours. Mais ils s'opposent à cette réforme bâclée, non pensée du point de vue des usagers et acteurs de l'école.

Localement, le Maire a bien réuni les parents, mais il ne s'est jamais concerté avec les enseignants.

Ceux qui sont opposés à cette réforme défendent les valeurs du service public, contre l'instauration par la réforme d'une inégalité entre communes « riches » et communes pauvres et rurales, incapables d'assurer du péri-scolaire de qualité, sans équipements, locaux ni personnels formés.

C'est en plus une lourde charge financière pour les collectivités, estimée entre 90 à 150 € par enfant, pour laquelle le gouvernement va aider, mais sans tout couvrir et, surtout, seulement pour un an, ce que les élus PS et PC ont regretté... Mais comment assurer le coût d'activités périscolaires de qualité ensuite ?

Comme notre élue Christine Héraud à Cenon, je me suis donc prononcée contre cette réforme et pour une réforme faite avec tous, tant parents que personnels concernés, et qui maintienne l'égalité du service public.

*M. Casanova, élue à Lormont*



## Le 6 mai, projection-débat à Utopia, avec **Les Conti**

Après la soirée de soutien aux travailleurs en lutte de Sanofi, la *Clé des Ondes* récidive en organisant une soirée spéciale « Conti » le 6 mai à 20h30 à Utopia Bordeaux.

Après la projection du film *Les Conti* réalisé en 2012 par Jérôme Palteau, un débat aura lieu avec le réalisateur et Xavier Bertrand, un des animateurs de la lutte. Venez nombreux !



# Soutien aux enfants roms

## Un comité de soutien aux enfants roms scolarisés

Interview de Brigitte Lopez (RESF) - Propos recueillis par Martine Pont

Le 1 mars dernier, a eu lieu le parrainage républicain d'une dizaine de familles roms (voir numéro 35 d'*Anticapitalistes* !), que s'est-il passé depuis ?

Les recours contre les OQTF (Obligation de quitter le territoire français) se mettent en place, les avocats font tous les recours légaux. C'est une première pour ces familles bulgares qui jusque là faisaient les allers-retours après chaque expulsion... Cette contestation légale est un acte fort qui signifie: « *on n'accepte pas d'être accueillis puis expulsés ; on veut vivre ici et on a des raisons et des droits pour vivre ici* ». Grâce aux parrainages, les parrains et marraines, enseignants ou parents d'élèves, les aident dans ces démarches lourdes pour des familles parlant mal le français.

D'autre part des enseignants, des parrains et marraines ont voulu agir pour accélérer l'examen des dossiers de régularisation. Une première réunion s'est tenue avec les associations et syndicats partie prenante. Un comité de soutien s'est constitué... même si on a eu du mal à lui donner un nom... car il y a des familles roms mais pas toutes, des bulgares, des roumaines, certaines sont en squat mais d'autres plus. Bref, le nom retenu est : « *Comité de soutien aux enfants scolarisés dont les familles sont issues des squats* ».

**Qu'est ce qui caractérise les familles que ce comité défend ?**

Cinq spécificités :

- 1- Au 31 décembre ce seront des citoyens européens comme les autres\*, la précarité entretenue dans laquelle ils sont n'aura plus lieu d'être.
- 2- Il y a un rejet spécifique des Roms qui est historique en Europe. \*
- 3- Toutes ces familles ont transité par un habitat collectif précaire, en squat, qui les rend plus visibles que d'autres populations immigrées sans droits mais hébergées à droite, à gauche.
- 4- Les enfants de ces familles n'ont pratiquement pas eu d'expérience scolaire dans leur pays. En Bulgarie ou en Roumanie, l'école leur est quasiment interdite, il n'y a pour les Roms que des écoles particulières de type ghettoïsation. L'école n'est pas un réflexe premier pour les Roms. Ainsi, si le squat de La Bastide avenue Thiers



existe depuis 2004 ou 2005, le premier enfant est arrivé à l'école de la Benaugue en 2010, amené par sa maman. Puis elle a amené d'autres enfants du squat. C'est donc une démarche personnelle favorisée par des militants associatifs et Médecin du monde... mais certains sont restés 3, 4, 5 ans sans scolariser les enfants.

5- Ces familles entrent dans un dispositif préfectoral particulier qui n'a pas d'équivalent pour les autres ressortissants étrangers. Le préfet a mis en place à travers la MOUS « *Maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale* » une évaluation/sélection de ces familles... Mais qu'est ce que c'est que cette évaluation sur la base du pays d'origine voire de l'origine ethnique des familles ? Même si c'est fait officiellement pour favoriser leur intégration, c'est un vrai problème. Ainsi sur une commune de la CUB, au moment d'inscrire des enfants à l'école, la Mairie a refusé en nous disant : « *il faut voir la MOUS* » parce qu'il s'agissait de Bulgares ; c'est totalement illégal, tout enfant présent sur le territoire d'une commune doit y être scolarisé quelle que soit sa situation.

La MOUS, dispositif officiellement fait pour favoriser l'intégration des Roms (et qui a permis l'accompagnement de plusieurs familles), est aussi un filtre à cette intégration.

**Qu'est-ce qui va changer avec la fin du « régime transitoire » \* en décembre 2013 ?**

C'est un régime qui maintient les Roms dans la spirale de la précarité et des squats... c'est une situation sciemment entretenue... car avoir la volonté politique de s'attaquer au problème passe obligatoirement par donner les mêmes droits aux Roms qu'aux autres citoyens européens... ce que la France a refusé jusque là.

Mais ce sera de fait la situation après 2013. Cela ne va pas tout changer, mais permettra de débloquent la situation du travail pour certains Roms, leur permettant d'avoir un vrai travail, un salaire, un logement... Et surtout cela en sera fini avec les OQTF. Même insuffisant, le cadre du droit européen mettra au moins fin à la discrimination légale dont sont victimes, en France, les Bulgares et les Roumains.

Reste le problème du logement, question cruciale en France. La question des squats et du logement des Roms rejoindra celui, plus global, du mal logement en France. Il manque 600 000 logements sociaux en France ! Les 20 000 Roms roumains ou bulgares qui représentent environ 4000 familles ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan des mal-logés.

### Quels sont les objectifs que se donne le collectif ?

Nous demandons la fin des OQTF.

Nous voulons aussi que le démantèlement des squats s'accompagne automatiquement d'un relogement décent. Et surtout nous insistons sur le fait qu'il faut un relogement sans rupture de scolarité. Suite aux récentes

expulsions, certaines familles ont fait de gros efforts pour poursuivre la scolarisation de leurs enfants. Principal facteur d'intégration, elle doit être préservée. Le Préfet avait dit être d'accord avec cette préoccupation, nous attendons donc des engagements précis.

Enfin, nous voulons avoir des explications : pourquoi certaines familles sont admises dans le dispositif MOUS et d'autres pas. Quels sont les critères ? Certaines situations sont inexplicables, des familles avec des enfants scolarisés ont été refusées.

Sur tous ces points, nous avons demandé audience au Préfet, nous sommes dans l'attente de sa réponse mais si elle ne vient pas nous mènerons une action pour l'obtenir.

\* En France, depuis la loi de 1912, les populations Roms subissent un régime d'exception. Depuis 2007 et l'intégration de la Roumanie et la Bulgarie dans l'Europe, des mesures dites «transitoires» ont été maintenues, faisant des Roms des « sous-citoyens » européens exclus en particulier du marché du travail. Ces mesures doivent en principe prendre fin le 31 décembre 2013.

NDR

## Talence : rencontre débat autour du livre *Hugo Chavez et la révolution bolivarienne*

Le comité NPA de Talence \* organisait le 11 avril une rencontre avec Patrick Guillaudat, auteur avec Pierre Mouterde, du livre *Hugo Chavez et la révolution bolivarienne. Promesses et défis d'un processus de changement social*.

Après un retour sur l'histoire de ce mouvement multiforme, contradictoire, mais riche de potentialités, qui depuis plus de 15 ans travaille le Venezuela, Patrick s'est arrêté sur ce qui, à la veille de l'élection du successeur de Chavez, pose toujours question. La terre, avec une réforme agraire qui n'a pas avancé, la question dite indigène, la question économique (que la rente pétrolière n'a pas aidé à traiter) avec un secteur privé toujours aussi important et un secteur public bureaucratisé (la question de la démocratie et de l'auto-organisation est évidemment un préalable à tout le reste).

Une fois de plus, le pays est à la croisée des chemins. Deux lignes s'affrontent au sein du PSUV : ceux qui, représentant la bolibourgeoisie, enrichie par l'intermédiaire des institutions, vont vouloir geler le mouvement ; puis les militants qui, où qu'ils soient, veulent un approfondissement, une radicalisation dans un sens véritablement révolutionnaire. Le problème est que le PSUV n'est pas constitué comme outil au service des travailleurs et de la population, mais comme machine électorale et courroie de transmission du pouvoir chaviste. Seul espoir alors, que le mouvement social se mette en marche, pour lui-même.

Le débat s'est ouvert avec la trentaine de participants, autour de questions sur la politique internationale du Véné-



zuela, la situation des peuples autochtones, le rôle de l'Etat dans le processus révolutionnaire ; discussions qui se sont poursuivies autour d'un apéritif annoncé comme convivial et anticapitaliste ; convivial, il le fut ; anticapitaliste, l'avenir le confirmera...

Jean-Louis Fargues

\* **Talence à gauche vraiment,**  
site et vidéo en ligne : <http://talence.agv.free.fr>



## Georges Ibrahim Abdallah reste en prison

Interview de Samar, militante du comité  
« Libérons Georges 33 »

Propos recueillis par Isabelle Ufferte

Le 4 avril la demande de libération conditionnelle de Georges Ibrahim Abdallah a été rejetée, alors que le Tribunal d'application des peines avait donné un avis favorable. Comment expliquer un tel acharnement ?

Le refus de libération de Georges Abdallah n'est pas juridique mais politique.

En 1978, l'armée israélienne avec l'aide de l'OTAN envahit le Liban, s'ensuivent des massacres de masse, dont ceux de Sabra et Chatila en 1982, deux camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth. La lutte populaire s'organise contre l'occupant. Georges Abdallah en fait partie. Membre des Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL), il est arrêté à Lyon en 1984 et condamné à 4 ans de prison pour « détention d'armes et usage de faux papiers ». Mais deux ans plus tard (!), une arme utilisée dans l'assassinat d'agents du Mossad et de la CIA est trouvée dans son appartement. Il est alors accusé de « complicité d'assassinat » et condamné à perpétuité avec une peine de sûreté de 15 ans.

A partir de 1999, il est libérable sous condition. Mais à la première décision d'un juge français autorisant sa libération, le State Department réagit vivement : « Le gouvernement des États-Unis exprime sa ferme opposition quant à l'éventualité d'une mise en liberté conditionnelle de Georges Ibrahim Abdallah ». A partir de ce moment-là, en dépit de plusieurs avis favorables, huit demandes de libération seront refusées.

Jusqu'en novembre 2012 où le Tribunal d'Application des Peines rend une décision favorable qui est confirmée par la Cour d'Appel suite à l'appel fait par le Parquet. Son extradition vers le Liban est une des conditions. Mais le 14 janvier, Valls refuse de signer l'extradition.

Le lendemain, le parquet fait un deuxième appel de la décision et obtiendra cette fois satisfaction : le 5 avril, la Cour de Cassation déclare irrecevable la demande de libération !

Yves Bonnet lui-même, qui était responsable de la DST à l'époque de l'arrestation de Georges, déclarait le 7 janvier 2012 : « Georges a le droit de revendiquer les actes commis par les FARL comme actes de résistance [...] Il faut se souvenir du contexte, aussi, des massacres de Sabra et Chatila dont les coupables n'ont jamais été punis. Et aujourd'hui, la France garde cet homme derrière les barreaux alors qu'elle a libéré Maurice Papon ? J'aimerais rappeler aussi qu'on a remis en liberté l'assassin de Chapour Bakhtiar [...] ». Sous pression des États-Unis et d'Israël, l'acharnement se poursuit.

Tu animes le comité girondin pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, comment vois-tu les perspectives ?

Le comité de soutien « libérons Georges 33 » est né en 2006, trois ans après celui de Paris, grâce à une militante anarchiste. Elle rendait visite aux détenus d'Action Directe quand elle a rencontré Georges et a voulu organiser un soutien sur Bordeaux. S'y sont joints des militants pro-palestiniens, syndicalistes, pour les droits de l'homme, du NPA, du PG, des JC, de la GA... Ces militants ont réussi à casser le silence à travers des manifestations à Bordeaux et devant la prison de Lannemezan. D'autres se joignent depuis à la signature de nos tracts comme la LDH, EELV 33, UD CGT 33, Solidaires 33, PCOF... Nous sollicitons les élu(e)s : en Gironde, Isabelle Ufferte et Gérard Barthélémy (NPA), Martine Faure (PS), Michel Hilaire et Jean Jacques Paris (PCF) ont chacun écrit à Taubira qui a le culot de répondre sur... « l'indépendance de la justice » !



A Paris le 5 avril, suite à un rassemblement de soutien organisé sans autorisation aux abords du ministère de l'Intérieur, un camarade du NPA a été condamné à une amende de 1500 € avec sursis. Un appel est en cours.

Le soutien à Georges, devenu symbole de la lutte anti-impérialiste au Moyen Orient, se développe aussi en Allemagne, Tunisie, Suisse, Belgique, Argentine, Liban, Maroc, Palestine, Jordanie... Involontairement, les

puissances impérialistes unifient des organisations de différents coins du monde. La solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah est inséparable de la lutte en solidarité avec le peuple palestinien et avec les 4700 prisonniers dans les geôles de l'occupant israélien.

Pour plus d'infos :

<http://liberonsgeorges.over-blog.com/>

## A voir

### Bridging the Gap - Jeter un pont

# Une expo de l'architecte burkinabé Diebédou Francis Kéré

L'exposition réalisée par Arc en Rêve (centre d'architecture de Bordeaux) propose des maquettes, des photos, des vidéos, des réalisations de Diebédou Francis Kéré, parti étudier la menuiserie à 18 ans à Berlin. Etudiant en architecture, il revient dans son village de Gan-



do (3000 habitants) avec le projet de construction d'une école élémentaire avec trois exigences, un coût bas, une structure construite par les villageois, et une ventilation qui lui fasse oublier la chaleur épouvantable de l'école de son enfance qui l'empêchait d'étudier.

Briques fabriquées localement (une machine est visible dans l'expo), ventilations ingénieuses (ouvertures sous le toit, fenêtres avec persiennes, arbres dans la cour). Simple, efficace et beau, avec ces murs qui surgissent et semblent prolonger le sol.

Dans le même esprit, il a ensuite construit un collège, des appartements, désignés par les occupants de « *merveilleux frigos* ». Il a aussi réalisé un village de femmes, siège d'une coopérative, dont l'objet est de permettre d'échapper à l'oppression des familles et d'accéder à l'éducation. Dans les murs épais, il y a des pots dans lesquels les femmes stockent les denrées diverses vendues ensuite sur les marchés.

Ce sont des projets réalistes qui sont montrés mais aussi une utopie collective et individuelle. Il la résume en disant : « *j'ai commencé par la recherche et sur une petite échelle en me demandant : que peut-on atteindre en qualité et en durabilité en utilisant des matériaux locaux et une main-d'œuvre locale ? Le pari est peut-être gagné car les habitants de mon village natal sont fiers du travail mené en commun* ». Il signale « *le manque de réflexion critique dans la profession, qui reproduit le modèle occidental* ». C'est un moment pionnier, libre, de l'architecture africaine qui nous est proposé jusqu'au 19 mai.

*Michelle Dupouy*

### Arc en rêve centre d'architecture

Entrepôt - 7 rue Ferrère à Bordeaux

Horaires :

Du mardi au dimanche de 11h00 à 18h00

Nocturne le mercredi jusqu'à 20h00

**A VOIR**

**FREE ANGELA**  
AND ALL POLITICAL PRISONERS  
UN FILM DE SHOLA LYNCH



## **FREE ANGELA** **And all political prisoners** de Shola LYNCH

Dès les premières images, ce film documentaire-militant nous replonge brutalement dans cette Amérique des années 60-70 avec un Etat et des institutions - justice, police – profondément racistes, anti-communistes, dans un contexte de guerre froide et de guerre du Viêt Nam. On voit la naissance du Black Panther Party qui n'hésite pas à montrer sa force armée au grand jour pour se défendre et combattre la ségrégation raciale particulièrement violente dans les Etats du Sud comme l'Alabama où va naître Angela Davis en 1944. C'est dans ce même Etat qu'une autre femme noire, Rosa Parks, refusera dans les années

50 de céder sa place dans un bus à un blanc. Sa condamnation à 15 dollars d'amende entraîne une campagne de boycott de la compagnie de bus qui dure 380 jours et se termine par l'abrogation des lois ségrégationnistes dans les bus par la Cour suprême.

Après des études en Europe, Angela adhère en 1968 au Che-Lumumba Club, section du PC réservée aux noirs et rejoint aussi le Black Panther Party. Elle s'oppose au « séparatisme » de certaines organisations noires mais refuse aussi l'« intégrationnisme » d'un Luther King. En marxiste, elle pense la libération du peuple noir comme faisant partie d'un même mouvement révolutionnaire pour une société socialiste : l'émancipation des travailleurs quelle que soit leur origine, leur couleur de peau ou leur sexe.

Noire, communiste et féministe, voilà qui est celle qui affirme « *il est essentiel de s'engager pour être encore plus nombreux à vouloir changer le monde* ».

Le 7 août 1970, une prise d'otages visant à libérer Georges Jackson membre du BPP tourne mal. Angela est accusée par le FBI d'avoir procuré les armes. Elle est désignée comme « Terroriste n°1 », traquée dans tous les Etats Unis et finalement arrêtée à New-York en octobre. Elle risque la peine de mort et sera finalement acquittée après 2 ans grâce à une mobilisation mondiale qui verra notamment une manifestation de 100 000 personnes à Paris.

L'essentiel du film est donc sur cette période, alternant images d'archives et témoignages actuels d'Angela bien sûr mais aussi de ses avocat(e)s, ami(e)s et camarades.

Comme le dit un des témoins, des deux côtés il y avait la conscience claire qu'un combat primordial se menait ; « *j'étais devenue un symbole à détruire* » dira Angela.

Il ne s'agit pas que d'histoire ancienne mais d'une période dans la vie d'une militante « toujours là » comme elle dit à la toute fin du film. Toujours là contre les injustices, contre le racisme, pour les droits des femmes, pour le peuple palestinien, contre la prison et la peine de mort, etc.

« *Je suis prof à l'université et au lieu de connaissances préfabriquées, j'encourage le développement de l'esprit critique. Je me battrais toujours pour l'éveil des consciences : d'une perception lucide de l'oppression naît la nécessité d'abolir l'oppression* ».

On ne peut qu'adhérer !

Jacques Raimbault

**Angela Davis à l'avant-première du film**  
**à Utopia Toulouse - mars 2013**



Photo site Utopia